

PREFET DE LA HAUTE-CORSE

Direction départementale
des Territoires et de la Mer
Service Risques Construction Sécurité
Unité Qualité de la Construction

Bastia, le

09 JUIN 2015

Références à rappeler : SRCS/QC 2015-
Dossier suivi par : DDTM/SRCS/QC
Téléphone : 04 95 32 97 97
Télécopie : 04 95 32 97 96

Le Directeur Départemental des Territoires et de la
Mer

à

Secrétariat de la sous-Commission Départementale
de Sécurité contre les risques d'incendie et de
panique dans les ERP et les IGH et de la sous-
Commission Départementale d'Accessibilité

RAPPORT D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

N°: 2015-101

IDENTIFICATION OPERATION

IDENTIFICATION OPERATION

Projet	Palais de Justice Réhabilitation				
Commune	20200 BASTIA				
Adresse	Rond-point « <i>MORO-GIAFFERI</i> »				
Activité	Administration, salles de réunion	Type :	W, L	Catégorie :	3
PC / PA n°	02B 033 15 A0016		Date de dépôt:	23/04/15	
AT n°	02B 033 15 A00016		Date de dépôt:	23/04/2015	
Autre demande			Date de dépôt:		
Pétitionnaire	Ministère de la Justice, représenté par M. Karim DEHEINA				
Adresse	350, avenue du club hippique ; 13090 Aix en Provence				
Maître d'œuvre	Bernard MASSARI architecte dpig ; 28, rue François ARAGO ; CS 30003 ; 13392 Marseille cedex 5				

CADRE REGLEMENTAIRE

Loi 2005-102 en date du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la
participation et la citoyenneté des personnes handicapées

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION:

Articles L.111-7 à L.111-8-4 ; L.151-1 à L.152-12 ; Articles R.111-19 à R.111-19-47 ; R.152-6 et R.152-7

CCH et arrêtés d'application:

Arrêté du 01/08/2006 modifié par arrêtés du 30/11/2007 et 17/03/2011 – **ERP neufs** ;

Arrêté du 08/12/2014 - **ERP existants** ;

Art. R.111-19-16 à R.111-19-20 (CCH) et Arrêtés des 11/09/2007 et 15/12/2014 – **Composition des dossiers** ;

Arrêtés du 14/03/2014 – **Logements neufs à occupation saisonnière ou temporaire** ;

Art. L.111-7-3 et R.111-19-10 (CCH) – **dérogation ERP existants**.

Art. L.111-7-2 et R.111-18-10 (CCH) – **dérogation logements collectifs existants ou créés par changement de destination**.

Article 1er - II du décret n°2006-1658 du 21/12/2006 et arrêté du 15/01/2007 – **dérogation voirie et espaces publics**

Art. L.111-7-5 à L.111-7-11 et R.111-19-31 à R.111-19-47 (CCH) – **agenda accessibilité programmée**

TYPE D'AVIS

X	Avis sur dossier		Avis sur (visite d')ouverture	X	Dérogation		Ad'AP
---	------------------	--	-------------------------------	---	------------	--	-------

IDENTIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE EN FONCTION DU TYPE D'OPÉRATION

Type d'opération		Définition CCH	Réglementation applicable
	Nouvelle construction	CCH : R.111-19 à R.111-19-5	Arrêté du 01 août 2006
	Extension d'un bâtiment existant	CCH : R.111-19 à R.111-19-5	
X	ERP situé dans un cadre bâti existant	X Création, aménagement, modifications	Arrêté du 08 décembre 2014
		Pour les ERP de 5ème catégorie	Possibilité de mise aux normes d'une partie du bâtiment pour assurer l'accès à l'ensemble des prestations Arrêté du 08 décembre 2014
			Mise aux normes des parties d'ERP rendues accessibles suite aux travaux réalisés Arrêté du 08 décembre 2014
	Nouvelle construction – logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière	CCH : R.111-18-2 et R.111-18-6	Arrêtés du 14 mars 2014

ANALYSE GÉNÉRALE DU PROJET

Le projet consiste en la réhabilitation du palais de Justice, et notamment la mise aux normes accessibilité du bâtiment.

Dans le cas présent, une partie de cette bâtisse a été inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Aussi, le pétitionnaire sollicite une dérogation quant au traitement complet des escaliers de la cour intérieure du Palais de Justice et de l'escalier monumental situé au droit de l'entrée (nez de marches, contremarches et caractéristiques dimensionnelles). Cette demande est motivée au titre de la conservation du patrimoine architectural et fondée sur l'avis de M. l'Architecte des Bâtiments de France.

Le projet est dans son ensemble conforme à la réglementation applicable pour l'accessibilité des ERP aux personnes en situation de handicap, notamment pour ce qui concerne le stationnement (3 places adaptées), l'accès (création d'une rampe), les circulations intérieures horizontales et verticales (mise en conformité des escaliers, un ascenseur présent en aile Sud) et les locaux ouverts au public indiqués par le pétitionnaire (plusieurs cabinets d'aisances adaptés, bureaux d'accueil accessibles tout comme les 4 salles d'audience ...).

AVIS FAVORABLE

Prescriptions :

- Les cabinets d'aisances adaptés devront comporter l'ensemble des équipements attendus (barres permettant de refermer la porte derrière soi ...). Pour rappel, ces équipements devront être situés à une distance minimale de 0,40 m d'un angle rentrant de parois.
- Au rez-de-chaussée, l'espace de repos situé en haut de la rampe menant au bureau du délégué du Procureur de la République doit être agrandi de manière à correspondre à un espace de manœuvre de porte (espace libre dont la projection au sol correspond à un rectangle de dimensions 1,70 m X 1,20 m).
- Au rez-de-chaussée, dans l'aile Sud, un rétrécissement portant le cheminement à 0,60 m de large est constaté dans le couloir menant au bureau du Juge aux Affaires Familiales ; il conviendra de déplacer ce lieu de réception dans un autre local plus approprié.
- En ce qui concerne l'ascenseur, celui-ci devra être mis aux normes.
- Les différentes banques d'accueil devront d'une part être utilisables en position assis et debout, et d'autre part comporter un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique.
- Enfin, compte-tenu des dimensions et de la complexité de cette bâtisse, une attention particulière devra être portée sur la signalétique à mettre en œuvre. À titre d'exemples, un panneau devra indiquer la présence d'un cheminement accessible aux personnes à mobilité réduite situé rue Chanoine Bonerandi, l'ascenseur devra aisément être repérable ...

Recommandation :

- Il paraît opportun de mettre en place un système de boucle à induction magnétique dans les deux salles d'audience situées à l'étage.

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Le chef du Service Risques Construction Sécurité

Frédéric OLIVIER